

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA SOMME

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

Commissariat central d'Amiens

1938 - 1981



1272 W 452_83 – Photo de l'ancien commissariat de police à l'angle de la rue Vulfran Warmé et de la place Alphonse Fiquet – 20 octobre 1948 – André CLAUDEL.

Répertoire numérique détaillé

1153 W

établi par

Arnaud ESPEL, Attaché de conservation du patrimoine,
sous le contrôle scientifique de
Olivier de SOLAN, Conservateur du patrimoine, directeur
Amiens, 2013

Stéphane DIEPOLD, assistant de conservation du patrimoine
sous le contrôle scientifique de
Élise BOURGEOIS, conservatrice en chef du patrimoine, directrice adjointe
Amiens, 2024

SOMMAIRE

Introduction page 3

Sources complémentaires page 4

Répertoire numérique détaillé page 5

PRÉSENTATION

Présentation du versement

Le versement du Commissariat de police central d'Amiens a été réalisé aux Archives départementales de la Somme le 17 février 1987. Il était composé de 2188 articles (dont 667 registres et 3,5 mètres linéaires d'archives photographiques), pour un total de 25,5 mètres linéaires avant classement. Il représente aujourd'hui 12 mètres linéaires.

Le bordereau de versement très succinct comportant à l'origine 11 articles ne présentait pas un niveau de détail suffisant pour permettre la communication aux lecteurs. Ce fonds a été récolé à la fin de l'année 2010. Le classement a été repris en 2023.

Les différents registres d'enregistrement du courrier, des mains-courantes, de demandes de cartes d'identité d'étrangers, de registres d'écrou ou de gardes à vue, des accidents corporels, des procès-verbaux, des vérifications d'identité, ou encore d'emploi des personnels concernent le commissariat central de la ville d'Amiens et les commissariats annexes dits commissariats d'arrondissement.

Les articles cotés 1153W203 et 214 ont été retrouvés sur le quai des archives le 11 février 2003 et intégrés au classement a *posteriori*.

Les articles cotés 1153W230, 285, 296, 297, 304 ont été retrouvés en novembre 2011 à Flesselles et intégrés au classement a *posteriori*.

Historique de la Police Nationale en France

Avant le XVII^e siècle, la fonction de police en elle-même n'existe pas. Elle est répartie entre plusieurs autorités et s'avère donc peu efficace. L'édit royal de mars 1667 marque la création de l'institution policière avec la séparation des fonctions de justice et de police, ainsi que la création de la charge de lieutenant de police à Paris en 1674.

En 1699, l'institution qui a fait ses preuves à Paris est étendue dans toutes les communes importantes du royaume. Apparaissent alors des commissaires de police, secondés à partir de 1708 par des inspecteurs de police.

La suppression de la vénalité des charges et des offices à la Révolution française entraîne la disparition de toutes les institutions de l'Ancien Régime. La police devient municipale sous l'autorité de maires élus. Les commissaires de police sont également élus.

Le Directoire qui marque la fin de l'expérience révolutionnaire se dote d'un ministère de la police générale et crée la police judiciaire avec le code de brumaire an IV (1796).

Sous l'Empire, la police est l'une des premières institutions touchées par la reprise en main générale de l'administration. La loi générale sur l'administration départementale établit trois régimes pour la police : à Paris, dans les villes et dans les campagnes.

A Paris est créée la Préfecture de police. Dubois, le premier préfet de police, dirige la police municipale des douze arrondissements.

Le ministère de la police générale, créé quelques mois auparavant, est compétent sur tout le pays. Dans les villes de plus de 5000 habitants, un ou plusieurs commissaires de police selon l'importance de la ville, sont nommés par le gouvernement et dépendent du préfet.

Dans les campagnes la gendarmerie nationale (création le 16 février 1791) bien implantée et populaire est également sous l'autorité du ministre de la Police générale.

En 1829 est créé le corps des sergents de ville dirigés par leurs officiers de paix, sous le contrôle de commissaires dépendants des maires. Ils renforcent la police judiciaire et ont pour but de dissuader, de rassurer et d'agir.

En 1855, Napoléon III crée la police des chemins de fer, service qui deviendra les renseignements généraux, et la place sous le contrôle de la sûreté générale

Au début du XX^e siècle, l'urbanisation des grandes villes accroît la criminalité. En 1907, Clemenceau, Président du Conseil et ministre de l'Intérieur, crée les brigades de police mobiles, les fameuses brigades du Tigre, première forme des services régionaux de police judiciaire. Dans le même temps se développe la police scientifique avec l'anthropométrie et le relevé des empreintes digitales.

La troisième République poursuit l'étatisation de la police amorcée par la seconde République, en transférant aux préfets les pouvoirs de police des maires de plusieurs grandes agglomérations : après Lyon (1851), suivent Marseille (1908), Toulon (1918), Nice (1920), Strasbourg (1925).

La loi du 23 avril 1941 « portant organisation générale des services de police en France » crée une police d'État : la Police Nationale. Publiée dans le *Journal Officiel de l'Etat français* du 6 mai 1941, elle reprend presque intégralement les propositions d'un projet du syndicat des commissaires : un projet d'étatisation des polices municipales des villes de plus de 10 000 habitants prend déjà forme sous la plume du Directeur de la Sûreté Générale, Célestin Hennion, dès 1911¹.

¹ AN, F⁷ 13043. Organisation des services de la Sûreté nationale (1911-1912). Associations et syndicats de fonctionnaires de la police ; manifestations (1906-1925).

Les villes de plus de 10 000 habitants perdent leur police municipale (sauf Paris), remplacée par une Police d'État dépendant des Préfets de régions et des intendants de régions. Dans ces communes, les maires, tout en conservant quelques-uns des pouvoirs que leur conférait la loi d'avril 1884, perdent la disposition des forces de police qui passent sous l'autorité d'un Secrétaire général à la police auprès du ministre-secrétaire d'Etat à l'Intérieur.

Le décret du 13 mai 1941 met en place, dans chacune des 20 régions créées, une structure centralisée des services. Chargé de la police de la région, le préfet régional y contrôle toutes les forces de police des départements de sa région. Il dispose d'un secrétariat administratif et de services régionaux de Renseignements généraux, de Police judiciaire et de Sécurité publique, ce dernier comprenant les corps urbains et un ou plusieurs Groupes Mobiles de Réserve (GMR).

Un arrêté du 1^{er} juin 1941 coiffe cette structure régionale d'une Direction générale de la Police nationale qui se substitue à la Direction de la Sûreté nationale créée en 1934, bénéficiant de pouvoirs bien plus considérables. Placée sous l'autorité d'un Secrétaire général pour la police siégeant au conseil des ministres, elle reprend l'organisation rationnelle prévue dans les régions. Trois directions s'y partagent respectivement les trois grandes catégories de services actifs : la Police judiciaire, qui deviendra *Police de sûreté* en octobre 1942, les Renseignements généraux, la Sécurité publique qui regroupe les commissariats des villes, les gardiens des polices municipales étatisées et les GMR mis en place par un décret du 7 juillet jusqu'à ce que ces derniers disposent de leur propre direction en 1943.

A la libération, l'ordonnance du 16 novembre 1944 rétablit la Direction Générale de la Sûreté Nationale avec quatre grandes directions : la Police Judiciaire, la Sécurité Publique, les Renseignements Généraux et la Surveillance du Territoire, ainsi qu'une direction du personnel et du matériel. La Préfecture de Police n'est pas concernée par ces réformes et conserve son statut particulier. La "Police Nationale" redevient la "Sûreté Nationale", on dissout les éléments les plus compromettants comme les intendants mais l'étatisation des polices municipales perdure.

Il faudra attendre le 9 juillet 1966 et la loi Frey pour que la Préfecture de Police de Paris soit intégrée pour donner naissance à une nouvelle Police Nationale à vocation Républicaine qui est celle que l'on connaît aujourd'hui. Les directions départementales et régionales seront mises en place au début des années 1990.

Historique du commissariat central de police d'Amiens²

Les commissaires de Police ayant été sous l'autorité directe des maires jusqu'en 1941, le commissariat central d'Amiens est situé à l'Hôtel de Ville. Connu des Amiénois sous le nom « les hirondelles », ce commissariat comportait des geôles dont certaines sont conservées dans les sous-sols du bâtiment.

Il faudra attendre 1962 pour que le commissariat central soit installé dans des locaux Place Fauvel, puis à leur emplacement actuel de la rue du Marché Lanselles depuis 1964.

Au début de la période couverte par ce fonds (1938), la ville d'Amiens possède trois arrondissements de police et autant de commissariats d'arrondissement. Le commissariat du 1^{er} arrondissement est situé 60 rue Saint-Leu ; le commissariat du 2^{ème} arrondissement se trouve place Alphonse Fiquet³ ; le commissariat du 3^{ème} arrondissement est installé au numéro 6 de l'Esplanade Edouard Branly⁴.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, un quatrième arrondissement est créé⁵. En 1948, les deux premiers commissariats sont inchangés ; le commissariat du 3^{ème} arrondissement se situe au numéro 34 de la rue Delpech ; le commissariat du 4^{ème} arrondissement se trouve place du Marché aux chevaux⁶. L'année suivante, le commissariat du 2^{ème} arrondissement est déplacé⁷ Place Longueville, avec la Sûreté Générale. En 1951, c'est le commissariat du 4^{ème} arrondissement qui est rasé. Un nouveau commissariat s'implante dans l'ensemble neuf des ISAI⁸ du boulevard Faidherbe, alors que le service des Renseignements Généraux s'installe à la Préfecture.

En 1960, le commissariat du 2^{ème} arrondissement se réinstalle place Alphonse Fiquet, au numéro 45 jouxtant la gare du Nord. L'année suivante, il n'y a plus que deux arrondissements de police à Amiens. Le commissariat de la place Alphonse Fiquet devient le commissariat du 1^{er} arrondissement, celui du boulevard Faidherbe devenant commissariat du 2^{ème} arrondissement.

² Sources : - Annuaire Loizard de la Ville d'Amiens ou du département de la Somme (1935, 1943, 1948, 1950, 1951, 1952, 1954, 1955, 1956, 1957, 1958, 1961, 1962, 1964, 1969, 1975).

- Note sur l'organisation de la police dans une ville de 100 000 habitants par Emmanuel N'Debeka, Amiens, 1961, cote BR 40 aux Archives de la Somme (note rédigée dans le cadre de l'Ecole Nationale d'Administration).

³ Ce commissariat est l'un des anciens bureaux d'octroi de la ville. Il figure en photo sur la couverture de cet inventaire.

⁴ Ce commissariat est également l'un des anciens bureaux d'octroi de la ville.

⁵ En fait, ce quatrième arrondissement existait déjà jusqu'au moins 1921. En 1932, il est déjà supprimé.

⁶ Ce commissariat est également l'un des anciens bureaux d'octroi de la ville.

⁷ L'ancien bureau d'octroi qui faisait office de commissariat est démonté afin de permettre l'aménagement de l'ensemble de la place Alphonse Fiquet suivant les plans de Perret. Il se trouvait à l'actuel passage Fiquet. Il a été transporté à la jonction de la rue de la Contrescarpe et de la rue Edouard Gand et il est aujourd'hui utilisé en logements sociaux.

⁸ Immeubles Sans Affectation Individuelle ou Immédiate.

Le commissariat de la gare ferme début 2015 ; un regroupement est opéré au 23 rue des Otages dans l'ancienne Chambre Régionale des Comptes.

Aujourd'hui, il reste à Amiens deux commissariats de police nationale : l'Hôtel de Police d'Amiens situé rue du Marché Lanselles et le commissariat de police, secteur centre, situé rue des Otages.

Les archives du commissariat de police. Présentation du fonds.

Activité générale et organisation

Par activité générale, on entend l'ensemble des affaires traitées par la police. La main courante en constitue le meilleur exemple. Les registres de main courante sont en général bien conservés, ainsi que les sources complémentaires suppléant, au moins partiellement, aux éventuelles lacunes, à savoir les registres de procès-verbaux (ou les copies des procès-verbaux eux-mêmes situés dans certains registres) ainsi que les rapports journaliers.

Ces deux derniers types de document permettent de reconstituer l'activité judiciaire des commissariats. L'organisation du service se répercute quelque peu au travers des registres des prises de service qui permettent ainsi d'appréhender le rythme de travail des agents de police et la gestion du personnel. Il en est de même dans certains registres des rapports journaliers qui mentionnent brièvement les délits commis.

Le terme de main courante recouvre une grande variété de registres qui ont en commun d'être tenus et complétés au jour le jour. A partir de l'année 1962, c'est-à-dire du nouveau commissariat central d'Amiens, peut-être donc d'une réorganisation en profondeur des services, ces registres sont tenus en double, en complément l'un de l'autre ; un registre pour les jours pairs et un autre pour les jours impairs. Le type le plus courant répertorie toute l'activité des services de police, c'est-à-dire les prises de service des agents ou des différentes brigades qui se relayent, les interventions sur la voie publique et la réception des déclarations et plaintes au poste de police.

Il existe des mains courantes tenues dans des postes de police dépendant du commissariat central. C'est le cas entre le commissariat central et les postes des 1^{er} et 2^{ème} arrondissement.

Les mains courantes dites de la sûreté concernent le commissariat central et son corps d'inspecteurs exclusivement chargés des enquêtes de police judiciaire jusqu'en 1950. Les effectifs sont ensuite hébergés au commissariat du 2^{ème} arrondissement avant de rejoindre le tout nouveau commissariat central en 1962.

Registres de courriers.

Dès qu'un événement sortant de l'ordinaire se produit, les commissariats envoient à la direction départementale des polices urbaines, devenue depuis direction départementale de la sécurité publique, aux Renseignements généraux ou au Parquet un message les en avertissant. Ceux-ci sont reportés dans les registres des messages envoyés, où sont également consignés tous les avis de recherche portés à la connaissance des commissariats voisins ou des autorités de tutelle. Les registres mélangent parfois messages reçus et messages envoyés. Le commissariat d'Amiens faisant office de chef-lieu de district, il centralise tous les messages reçus des postes des 1^{er} et 2^{ème} arrondissement.

Police des étrangers.

Témoins de la police administrative des étrangers, les registres ou les fiches de visas d'arrivée et de départ des étrangers changeant de domicile sont peu représentatifs. Ils présentent toutefois avec intérêt le suivi de la population étrangère.

La BVV.

La BVV, Brigade de Va et Vient, s'occupe des transports de détenus, escorte de fonds, zone de stationnement

Les photographies.

Il a été procédé à un échantillonnage des photographies d'enquêtes judiciaires. En effet, celles-ci n'étant pas rattachées à un dossier, leur intérêt était très limité. Il a été décidé de garder la plus ancienne et la plus récente boîte de photographies et de plaques de verres.

Les photographies d'identité judiciaire ont été éliminées du fait de leur très mauvais état sanitaire (moisissures).

Communicabilité

Selon le code du patrimoine, le délai de communicabilité des documents comportant des données personnelles est fixé à 50 ans (échu à compter de la date du document).

Conformément à l'article L213-3 du code du patrimoine, des dérogations peuvent être consenties aux délais de communicabilité fixés par l'article L213-2 du Code du patrimoine, par autorisation de l'administration des Archives et après accord du service versant. La demande de dérogation doit être présentée aux Archives départementales de la Somme.

La communicabilité de ce versement est donc de 50 ans

SOURCES COMPLEMENTAIRES

Bibliographie

- AUBERT (Jacques) et PETIT (Raphaël), *La police en France. Service public*, Paris, Berger-Levrault, 1980, 316 p.
- BERLIERE (Jean-Marc). *Le Monde des polices en France*, Paris, 1996, 275 p.
- BERLIERE (Jean-Marc). *Les policiers français sous l'Occupation d'après les archives inédites de l'épuration*, Paris, Perrin, 2001, 388 p. **COTE ADS 8°3640**
- BERLIERE (Jean-Marc) et PESCHANSKY (Denis) (dir.). *Pouvoirs et police au XXe siècle*, Paris, 1997, 336 p. **COTE ADS 8°3023**
- BERLIERE (Jean-Marc) et PESCHANSKY (Denis). *La Police française (1930-1950) : entre bouleversements et permanences*, Paris, La documentation française, 2000, 324 p.
- CARIO (Robert), « Organisation générale et missions de la police en France », *Revue internationale de criminologie et de police technique*, vol. XLIV, n° 4, septembre-octobre 1991, p. 418-432.
- CARROT (Georges). *Histoire de la police française des origines à nos jours*. Paris, Taillandier, 1992, 260 p.
- CARROT (Georges). *Le Maintien de l'ordre en France depuis la fin de l'Ancien Régime jusqu'en 1968*. Toulouse, 1984, 2 volumes. Réédition remaniée sous le titre *Le Maintien de l'ordre en France au XXe siècle*, 1990, 432 p.
- CHARRAS (Igor), « Polices et policiers », in BARUCH (Marc-Olivier) et DUCLERT (Vincent) (dir.), *Serviteurs de l'État. Une histoire politique de l'administration française, 1875-1945*, Paris, La Découverte, 2000, p. 297-309.
- DEFRANCE (Jean-Pierre) dir. *Archives contemporaines du ministère de l'Intérieur. Etat des versements d'archives effectués aux Archives nationales et conservées au Centre des archives contemporaines de Fontainebleau*, Paris, 1995, 476 p.
- GLEIZAL (Jean-Jacques), *La police en France*, Paris, PUF, coll. Que sais-je? n° 2761, 1993, 128 p.
- GIRAUD (Jean-Claude) et RANDA (Philippe), *Dictionnaire historique et commenté de la police*, Coulommiers, 2009, 484 p.
- JOLY (Bertand), NOULET (Christelle) et la collaboration d'A. POINSOT, *Etat numérique de la sous-série F7, Police, conservée au Centre historique des Archives nationales (1785-1985)*, Paris, Centre historique des Archives nationales, 2006, 1222 p.
- LE CLERE (Marcel). *Bibliographie critique de la police et de son histoire*. Paris, 1980. Nouvelle édition augmentée, 1991, 466 p. **Cote ADS 8°1035**
- LOUBET DEL BAYLE (Jean-Louis). *Guide des recherches sur la police*, Toulouse, 1986, 440 p.
- N'DEBEKA (Emmanuel), *Note sur l'organisation de la police dans une ville de 100 000 habitants*, mémoire de l'Ecole Nationale d'Administration, Amiens, 1961, 31 p. **Cote ADS BR 40**
- PRUVOST (Geneviève), *De la "sergote" à la femme flic : Une autre histoire de l'institution policière (1935-2005)*, Paris, La découverte, 2008, 309 p. **Cote ADS 8°4538**
- QUEANT (Alain), *Le commissaire de police dans la société française*, Paris, 1998, 304 p.
- WAMU OLONGO (Médard), *Les Politiques de sécurité publiques à l'épreuve du local : l'exemple de la Police nationale à Amiens*, Mémoire de D.E.A. en sciences administratives et politiques, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, 2000.

Archives

1. Archives nationales

Centre Historique des Archives Nationales

F1 à F6. Ministère de l'Intérieur.

F1a Administration centrale

F1a 3347-3349. Forces de police et de sécurité, Préfecture de police, milices, gardes (1944-1946).

F1a 3370-3372. Synthèses des rapports des Renseignements généraux (1946-1947).

F1a 3354. Police départementale et communale. Personnel de police (1940-1943).

F1a 3766-3767. Maintien de l'ordre, police et gendarmerie (1940-1944).

F1a 3848 et 3849. Police générale (1943-1944).
F1a 4486-4503. Télégrammes de la Commission internationale de police criminelle "Interpol" (1948-1951).
F1a 4602-4613. Rapports classés par département sur les établissements pénitentiaires et hospitaliers, les associations, le personnel des préfectures, la police, la gestion financière des municipalités et les conseils de préfectures (1945-1960).
F1a 4731-4743. Notes d'information provenant de la direction des Renseignements généraux de la Sûreté nationale sur la vie politique, économique et sociale en France (1946-1947).
F1a 4818. Organisation et fonctionnement de la direction générale de la Sûreté nationale (1953-1957).
F1a 4834. Sûreté nationale : commissaires et C.R.S. (1957-1959).
F1bl. Personnel administratif
F1bl 934-937. Sous-commission d'épuration de la Sûreté nationale (1944-1946).
F2 Administration départementale et communale
F41 300. Propagande sur la police (1941-1944).
F41 306. Propagande sur la Milice (1941-1944).
F60 Secrétariat général du gouvernement et services du Premier Ministre
F60 244. Groupements de fonctionnaires : agents de police (1934-1940).
F60 408. Emploi de la gendarmerie et de la police française par les autorités allemandes (1942).
F60 484. Police et sûreté nationale (1938-1947).
F60 942. Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics ; organisation et fonctionnement des écoles de police (1947-1950).
F60 1167. Organisation de la police (1940-1944).
F60 1168. Rapports de police et de gendarmerie sur l'état d'esprit de la population, la Résistance, les partis, les incidents et la propagande (1940-1944).

Centre des Archives Contemporaines

Cabinet et services rattachés

19770119. Papiers de Pierre Boursicot, directeur général de la Sûreté nationale (1946-1967).
19900597. Missions et résultats des services de police, organisation du ministère de l'Intérieur, personnel de police, maintien de l'ordre, protection des personnalités, police administrative, relations de la police avec les médias (1947-1981).
19910200. Dossiers individuels de membres de la police nationale passés en conseil de discipline (1940-1984).
19910302. Organisations internationales de coopération policière, voyages officiels, chrono du courrier départ du cabinet de la direction générale de la Police nationale (1929-1982).
19910466. Enquêtes de l'inspection générale de la Police nationale (1951-1985).
19910564. Circulaires, Seconde Guerre mondiale, épuration, élections, Préfecture de police (1940-1981).
19910566. Budget, Inspection générale des services, écoles de police, enquêtes, personnels de la police (1944-1981).
19910697. Réformes et organisation de la police, contre-espionnage, Renseignements généraux, police urbaine, police judiciaire (1935-1987).
19910789. Réseaux radioélectriques, organisation des RG et de la DST (1948-1959).
19910852. Maintien de l'ordre, sécurité publique, Défense nationale, activisme politique, criminalité, surveillance des aéroports (1950-1989).
19920646. Organisation et fonctionnement des services, dossiers de contentieux, personnels de police (1944-1978).
19930005. Organisation et fonctionnement de la police, voyages officiels, réglementation, activités des services de police, enquêtes (1944-1986).

Inspection générale de la police nationale

19860549. Inspections des commissariats et des casernements des compagnies républicaines de sécurité (1943-1983).
1986679. Inspections des commissariats (1941-1982).
19890459. Enquêtes du service sur des affaires mettant en cause des policiers (1941-1988).
19890520. Enquêtes sur des délits commis par des fonctionnaires de police (1941-1988).
19890581. Enquêtes sur des policiers ayant commis des crimes ou délits (1941-1981).
19950074. Enquêtes du service sur des affaires mettant en cause des policiers (1956-1990).
19990311. Rapports d'inspection des services extérieurs de police, épuration (1941-1997).

Personnels.

19790207. Personnels contractuels, rémunérations, reclassement, revendications syndicales, effectifs budgétaires (1943-1945).

19790846. Gestion du personnel de la police nationale (1919-1975).
19790880. Personnels en civil de la police nationale (1951-1972).
19810073. Gestion des personnels administratifs de la police nationale (1938-1980).
19850648. Rapports et études sur le fonctionnement des services de police (1952-1966).
19900349. Contrôle des services locaux de police en métropole et enquêtes sur des commissaires, enquête sur le putsch d'Alger (19588-1963).
19960362. Dossiers disciplinaires des gradés et gardiens de la paix (1946-1989).
19980057. Inspections et fonctionnement des polices urbaines (1943-1997).
19980415. Dossiers d'enquêtes individuelles (1945-1951).
19990175. Contrôle des services de police, réforme statutaire (1946-1994).
19990176. Rémunérations des personnels de gardes (1941-1968).
1990440. Organisation du service des contrôles techniques pendant la Seconde Guerre mondiale (1940-1953).
20010260. Fiches de carrière de commissaires et d'inspecteurs ayant exercé leurs fonctions entre 1850 et 1950 environ.

Equipements et matériels.

199000166. Marchés d'armement et d'équipements (1951-1986).
19820602. Habillements (1954-1972).
19940079. Moyens mobiles (1952-1991).

Police judiciaire.

19840078. Fichier central de la police nationale (1940-1950).
19860680. Historique et activités de la police judiciaire (1934-1982).
19870802. Enquêtes judiciaires classées chronologiquement (1941-1950).
19880016. Enquêtes sur les crimes de la Seconde Guerre mondiale et sur les homicides (1940- 1959).
19880172. Cabinet du directeur. - statistiques de la criminalité (1955-1982).
19880206. Seconde Guerre mondiale, guerre d'Algérie, vie politique sous la IVe République, crimes de guerre, atteinte à la sûreté de l'Etat (1940-1965).
19880310. Affaires de trafics et d'usage de stupéfiants (1941-1965).
19880340. Délits, affaires criminelles, accidents (1938-1967).
1988506. Découvertes de cadavres, infanticides, décès suspects dans les hôpitaux, Comité secret d'action révolutionnaire (1936-1965).
19880509. Guerre de 1939-1945 et guerre d'Algérie (1937-1967).
19890062. Enquêtes de police sur des sabotages au préjudice de l'Etat (1941-1968).
19890064. Enquêtes sur des fraudes, escroqueries, vols et incendies (1940-1968).
1989066. Enquêtes sur des affaires de mœurs (1949-1966).
19890151. Enquêtes sur des délits, crimes et mouvements politiques et sociaux (1939-1982).
19890158. Enquêtes sur des affaires politico-judiciaires pendant la Seconde guerre mondiale (1939-1973).
19890188. Escroqueries, vols et trafic (1939-1970).
1991607. Affaires classées par types de délits
19920034. Affaires criminelles, vols, usages de faux, activités politiques extrémistes, prostitution 1958-1990).
19930110. Archives de l'Office central de répression du trafic illicite des stupéfiants (1952-1989).
19940271. Enquêtes criminelles diverses (1927-1972).
19940274. Cabinet du directeur. - Organisation et activité de la police judiciaire (1935-1990).
19890188. Escroqueries, vols et trafic (1939-1970).
19950132 et 19950482. Dossiers d'affaires criminelles (1941-1994).
19980221. Dossiers nominatifs d'affaires judiciaires dit " du coffre " (partis politiques, guerre de 1939-1945, guerre d'Algérie, personnalités politiques, personnel de police, 1897-1982).
19980411. Dossiers d'affaires judiciaires concernant la guerre de 1939-1945 (1934-1979).
19980412. Dossiers d'affaires judiciaires concernant des crimes de guerre et des affaires de l'après-guerre (1941-1969).
19990008. Notes et rapports de police sur les arrestations, condamnations et exécutions pendant et après la guerre de 1939-1945.
19990254. Fonctionnement et activités de l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (1951-1987).
20010157. Dossiers nominatifs d'enquêtes judiciaires : crimes et délits sous l'occupation allemande (1939-1980).
20030306. Dossiers nominatifs d'enquêtes judiciaires concernant des faits commis durant la seconde guerre mondiale (1939-1983).
20030591. Dossiers d'enquêtes sur le banditisme et le trafic de stupéfiants (1942-1984).

Identité judiciaire.

19900061. Photographies et méthodes de l'identité judiciaire (1908-1989).
19930452. Fiches anthropométriques (1946-1993).
19940157. Registres du courrier (1939-1988).

Renseignements généraux.

19770117. Synthèses quotidiennes de renseignements (1951-1961).

19800280. Dossiers de personnalités politiques décédées, synthèses quotidiennes d'information sur la situation économique et sociale (1946-1979).

19810440. Dossiers individuels sur des personnalités politiques et syndicales, dossiers sur les mouvements et événements politiques ou sociaux marquants (1951-1981).

19870623. Politique intérieure des Etats étrangers et associations représentatives en France, surveillance des étrangers (1944-1984).

Sécurité publique.

19860128. Activité des polices urbaines et statistiques des crimes et délits (1945-1983).

19930536. Courrier, personnel, moyens et équipements (1947-1985).

2. Archives départementales de la Somme

Série moderne

Sous-série 4M : Police.

Série contemporaine

199W : Gendarmerie nationale. Peloton de surveillance et d'intervention Poix-de-Picardie.

1232W : Direction départementale des polices urbaines de la Somme. Commissariat central d'Amiens.

1270W : Direction départementale des police urbaines de la Somme. Commissariat centrale d'Amiens.

1371W : Direction départementale de la police nationale. Commissariat de police d'Amiens.

1420W : Commissariat de police d'Albert.

1484W : Commissariat de police d'Albert.

3. Archives municipales d'Amiens

Série I : Police, hygiène publique, justice.

1 | 3/2

1 | 7/38 à 1 | 7/70

1 | 9/7 bis, 8, 9, 10 : police locale, divers

1 | 65 à 71 : prostitution

2 | 1 : demandes de renseignements

211/91 à 134 : demandes de renseignements (1940-1982)

REPERTOIRE NUMERIQUE DETAILLE

Cotes	Description	Dates extrêmes
	COMMISSARIAT CENTRAL D'AMIENS.	
	ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES DES SERVICES DE POLICE.	
1153W1-6	Emploi des personnels de police.	1974 - 1979
1153W1*	Absence et présence des fonctionnaires de police : registre.	14/10/1974 - 02/03/1979
1153W2-3	Position du personnel : registres.	
	1153W2*.	27/12/1976 - 25/12/1977
	1153W3*.	26/12/1977 - 24/12/1978
1153W4*	Emploi du personnel de la Brigade de Va et Vient : registres.	26/12/1977 - 29/10/1978
1153W5-6*	Emploi du personnel de la Brigade Motorisée Urbaine : registres.	
	1153W5*.	26/12/1977 - 24/12/1978
	1153W6*.	25/12/1978 - 23/12/1979
1153W7-152	Rapports et mains courantes, poste central : registres.	1943 - 1962
1153W7*		26/04/1943 - 10/11/1943
1153W8*		15/03/1945 - 25/09/1948
1153W9*		22/02/1946 - 15/04/1947
1153W10*		15/10/1952 - 12/01/1953
1153W11*		13/01/1953 - 10/04/1953
1153W12*		22/07/1953 - 25/11/1953
1153W13*		25/11/1953 - 08/03/1954
1153W14*		09/03/1954 - 02/07/1954
1153W15*		03/07/1954 - 08/11/1954
1153W16*		08/11/1954 - 04/03/1955
1153W17*		05/03/1955 - 28/06/1955
1153W18*		29/06/1955 - 21/10/1955
1153W19*		22/10/1955 - 24/01/1956
1153W20*		24/01/1956 - 25/04/1956
1153W21*		25/04/1956 - 31/07/1956
1153W22*		31/07/1956 - 27/10/1956
1153W23*		27/10/1956 - 23/01/1957
1153W24*		24/01/1957 - 11/04/1957
1153W25*		12/04/1957 - 02/07/1957
1153W26*		03/07/1957 - 20/09/1957
1153W27*		20/09/1957 - 06/12/1957
1153W28*		06/12/1957 - 17/02/1958
1153W29*		18/02/1958 - 03/05/1958
1153W30*		04/05/1958 - 18/07/1958
1153W31*		19/07/1958 - 09/10/1958
1153W32*		10/10/1958 - 26/12/1958
1153W33*		27/12/1958 - 11/03/1959

1153W34*		12/03/1959 - 05/06/1959
1153W35*		05/06/1959 - 03/09/1959
1153W36*		04/09/1959 - 16/11/1959
1153W37*		16/11/1959 - 09/02/1960
1153W38*		09/02/1960 - 10/05/1960
1153W39*		10/05/1960 - 06/08/1960
1153W40*		07/08/1960 - 25/10/1960
1153W41*		25/10/1960 - 11/01/1961
1153W42*		27/03/1961 - 19/05/1961
1153W43*		20/05/1961 - 20/07/1961
1153W44*		21/07/1961 - 18/09/1961
1153W45*		19/09/1961 - 10/11/1961
1153W46*		12/11/1961 - 02/01/1962
1153W47*		04/01/1962 - 22/02/1962
1153W48*		23/02/1962 - 15/04/1962
1153W49*		16/04/1962 - 06/06/1962
1153W50*		07/06/1962 - 07/07/1962
1153W51*		08/07/1962 - 05/08/1962
1153W52*		05/08/1962 - 01/09/1962
1153W53*		01/09/1962 - 28/09/1962
1153W54*		28/09/1962 - 26/10/1962
1153W55*		26/10/1962 - 09/11/1962
1153W56*		09/11/1962 - 29/12/1962
1153W57-103	Rapports et mains courantes, poste central, jours impairs : registres.	1962 - 1979
1153W57*		29/12/1962 - 21/02/1963
1153W58*		21/02/1963 - 03/04/1963
1153W59*		05/04/1963 - 05/06/1963
1153W60*		05/06/1963 - 11/08/1963
1153W61*		13/08/1963 - 23/10/1963
1153W62*		23/10/1963 - 27/12/1963
1153W63*		27/12/1963 - 27/02/1964
1153W64*		27/02/1964 - 04/05/1964
1153W65*		05/05/1964 - 11/07/1964
1153W66*		11/07/1964 - 19/09/1964
1153W67*		19/09/1964 - 04/12/1964
1153W68*		17/02/1969 - 15/05/1969
1153W69*		17/05/1969 - 27/08/1969
1153W70*		31/03/1973 - 27/05/1973
1153W71*		27/05/1973 - 25/07/1973
1153W72*		15/11/1973 - 05/01/1974
1153W73*		11/04/1975 - 05/06/1975
1153W74*		05/06/1975 - 09/08/1975
1153W75*		11/08/1975 - 18/10/1975
1153W76*		19/10/1975 - 21/12/1975
1153W77*		21/12/1975 - 21/02/1976
1153W78*		21/02/1976 - 23/04/1976
1153W79*		23/04/1976 - 27/06/1976
1153W80*		29/06/1976 - 03/09/1976
1153W81*		05/09/1976 - 05/11/1976

1153W82*		05/11/1976 - 07/01/1977
1153W83*		07/01/1977 - 03/03/1977
1153W84*		05/03/1977 - 29/04/1977
1153W85*		29/04/1977 - 23/06/1977
1153W86*		25/06/1977 - 25/08/1977
1153W87*		25/08/1977 - 15/10/1977
1153W88*		03/12/1977 - 15/01/1978
1153W89*		15/01/1978 - 07/03/1978
1153W90*		07/03/1978 - 21/04/1978
1153W91*		23/04/1978 - 07/06/1978
1153W92*		07/06/1978 - 23/07/1978
1153W93*		23/07/1978 - 07/09/1978
1153W94*		07/09/1978 - 21/10/1978
1153W95*		21/10/1978 - 03/12/1978
1153W96*		03/12/1978 - 17/01/1979
1153W97*		19/01/1979 - 05/03/1979
1153W98*		07/03/1979 - 17/04/1979
1153W99*		19/04/1979 - 31/05/1979
1153W100*		31/05/1979 - 15/07/1979
1153W101*		17/07/1979 - 07/09/1979
1153W102*		07/09/1979 - 21/10/1979
1153W103*		23/10/1979 - 09/12/1979
1153W104-152	Rapports et mains courantes, poste central, jours pairs : registres.	1962 - 1979
1153W104*		14/11/1962 - 08/01/1963
1153W105*		08/01/1963 - 04/02/1963
1153W106*		04/02/1963 - 18/03/1963
1153W107*		18/03/1963 - 04/05/1963
1153W108*		04/05/1963 - 08/07/1963
1153W109*		08/07/1963 - 20/09/1963
1153W110*		20/09/1963 - 28/11/1963
1153W111*		30/11/1963 - 06/02/1964
1153W112*		06/06/1964 - 16/04/1964
1153W113*		16/04/1964 - 26/06/1964
1153W114*		26/06/1964 - 04/09/1964
1153W115*		06/09/1964 - 20/11/1964
1153W116*		24/11/1971 - 22/07/1972
1153W117*		10/04/1973 - 08/06/1973
1153W118*		08/08/1973 - 02/10/1973
1153W119*		10/10/1974 - 28/11/1974
1153W120*		28/11/1974 - 24/01/1975
1153W121*		24/01/1975 - 14/03/1975
1153W122*		14/03/1975 - 10/05/1975
1153W123*		10/05/1975 - 10/07/1975
1153W124*		10/07/1975 - 18/09/1975
1153W125*		18/09/1975 - 21/11/1975
1153W126*		22/11/1975 - 24/01/1976
1153W127*		24/01/1976 - 30/03/1976
1153W128*		30/03/1976 - 06/05/1976
1153W129*		06/05/1976 - 14/08/1976

1153W130*		14/08/1976 - 16/10/1976
1153W131*		18/10/1976 - 16/12/1976
1153W132*		18/12/1976 - 16/02/1977
1153W133*		18/02/1977 - 14/04/1977
1153W134*		14/04/1977 - 10/06/1977
1153W135*		10/06/1977 - 10/08/1977
1153W136*		10/08/1977 - 04/10/1977
1153W137*		06/10/1977 - 24/12/1977
1153W138*		25/11/1977 - 08/01/1978
1153W139*		08/01/1978 - 24/02/1978
1153W140*		26/02/1978 - 14/04/1978
1153W141*		14/04/1978 - 02/06/1978
1153W142*		02/06/1978 - 16/07/1978
1153W143*		16/07/1978 - 06/09/1978
1153W144*		06/09/1978 - 20/10/1978
1153W145*		20/10/1978 - 02/12/1978
1153W146*		02/12/1978 - 18/01/1979
1153W147*		18/01/1979 - 10/03/1979
1153W148*		10/03/1979 - 24/04/1979
1153W149*		24/04/1979 - 06/06/1979
1153W150*		26/07/1979 - 16/09/1979
1153W151*		16/09/1979 - 28/10/1979
1153W152*		30/10/1979 - 16/12/1979
1153W153-170	Rapports et mains-courantes, 1er arrondissement : registres.	1953 - 1971
1153W153*		28/04/1953 - 16/06/1954
1153W154*		17/06/1954 - 25/06/1955
1153W155*		25/06/1955 - 05/04/1956
1153W156*		05/04/1956 - 22/01/1957
1153W157*		23/01/1957 - 28/09/1957
1153W158*		28/09/1957 - 24/06/1958
1153W159*		25/06/1959 - 24/03/1959
1153W160*		24/03/1959 - 03/07/1959
1153W161*		03/07/1959 - 19/10/1959
1153W162*		19/10/1959 - 20/06/1960
1153W163*		21/06/1960 - 28/02/1961
1153W164*		01/03/1961 - 12/11/1961
1153W165*		13/11/1961 - 29/06/1962
1153W166*		30/06/1962 - 25/12/1962
1153W167*		26/12/1962 - 01/08/1963
1153W168*		04/08/1963 - 25/09/1964
1153W169*		02/09/1964 - 21/11/1965
1153W170*		18/09/1970 - 01/02/1971
1153W171-191	Rapports et mains-courantes, 2ème arrondissement : registres.	1948 - 1973
1153W171*		18/09/1948 - 04/07/1949
1153W172*		05/07/1949 - 09/06/1950
1153W173*		10/06/1950 - 17/07/1951
1153W174*		18/06/1951 - 29/06/1952
1153W175*		01/07/1952 - 30/05/1953

1153W176*		02/06/1953 - 10/02/1954
1153W177*		10/08/1955 - 15/02/1956
1153W178*		16/02/1956 - 11/08/1956
1153W179*		11/08/1956 - 28/02/1957
1153W180*		28/02/1957 - 24/08/1957
1153W181*		12/01/1952 - 28/12/1957
1153W182*		07/02/1958 - 06/10/1958
1153W183*		24/08/1957 - 06/02/1958
1153W184*		06/10/1958 - 17/01/1959
1153W185*		02/07/1959 - 17/10/1959
1153W186*		17/10/1959 - 28/05/1960
1153W187*		28/05/1960 - 02/09/1960
1153W188*		03/09/1960 - 07/12/1960
1153W189*		07/12/1960 - 28/02/1961
1153W190*		23/10/1970 - 01/02/1971
1153W191*		05/07/1972 - 10/09/1973
1153W192-214	Rapports et mains-courantes, poste de la Préfecture : registres.	1969 - 1979
1153W192*		05/03/1969 - 18/08/1969
1153W193*		19/08/1969 - 18/01/1970
1153W194*		19/01/1970 - 24/06/1970
1153W195*		29/06/1970 - 25/12/1970
1153W196*		07/07/1971 - 23/11/1971
1153W197*		23/11/1971 - 28/03/1972
1153W198*		10/09/1972 - 14/12/1972
1153W199*		20/01/1973 - 20/02/1973
1153W200*		03/08/1973 - 26/11/1973
1153W201*		27/11/1973 - 07/03/1974
1153W202*		22/06/1974 - 05/09/1974
1153W203*		26/11/1974 - 21/02/1975
1153W204*		21/02/1975 - 06/05/1975
1153W205*		14/10/1975 - 03/01/1976
1153W206*		11/11/1976 - 28/01/1977
1153W207*		01/01/1978 - 21/03/1978
1153W208*		21/03/1978 - 31/05/1978
1153W209*		31/05/1978 - 17/10/1978
1153W210*		17/10/1978 - 29/12/1978
1153W211*		29/12/1978 - 06/03/1979
1153W212*		07/03/1979 - 18/05/1979
1153W213*		18/05/1979 - 04/08/1979
1153W214*		16/10/1979 - 28/12/1979
1153W215-225	Permanence du soir (à partir de 20 heures) : registres.	1951 - 1977
1153W215*		30/08/1951 - 20/06/1953
1153W216*		21/06/1953 - 31/03/1955
1153W217*		01/04/1955 - 24/10/1956
1153W218*		25/10/1956 - 21/03/1958
1153W219*		22/03/1958 - 14/07/1959
1153W220*		15/07/1959 - 11/11/1960
1153W221*		04/11/1960 - 09/05/1962

1153W222*		10/05/1962 - 02/10/1965
1153W223*		14/03/1970 - 04/12/1971
1153W224*		16/02/1975 - 21/02/1976
1153W225*		21/02/1976 - 06/02/1977
1153W226-229	Main-courante de la brigade de surveillance de nuit : registres.	1975 - 1980
1153W226*		11/04/1975 - 29/10/1976
1153W227*		29/10/1976 - 9/03/1978
1153W228*		09/03/1978 - 15/06/1979
1153W229*		15/06/1979 - 30/07/1980
1153W230-244	Main-courante sûreté urbaine : registres.	1954 - 1979
1153W230*		07/04/1945 - 09/06/1947
1153W231*		26/02/1952 - 29/01/1953
1153W232*		01/01/1964 - 14/09/1965
1153W233*		15/09/1965 - 05/02/1968
1153W234*		06/02/1968 - 26/05/1970
1153W235*		26/05/1970 - 24/11/1970
1153W236*		24/11/1970 - 23/07/1971
1153W237*		23/07/1971 - 28/02/1972
1153W238*		29/02/1972 - 22/08/1972
1153W239*		23/08/1972 - 28/03/1973
1153W240*		29/03/1973 - 29/01/1974
1153W241*		29/01/1974 - 12/11/1974
1153W242*		14/11/1974 - 07/01/1976
1153W243*		08/01/1976 - 29/04/1977
1153W244*		02/05/1977 - 07/05/1979
1153W245-250	Main-courante voie publique : registres.	1961 - 1963
1153W245*		17/04/1961 - 13/08/1961
1153W246*		14/08/1961 - 04/12/1961
1153W247*		05/12/1961 - 30/03/1962
1153W248*		30/03/1962 - 10/07/1962
1153W249*		10/07/1962 - 15/10/1962
1153W250*		16/10/1962 - 25/03/1963
1153W251-261	Main-courante voie publique, jours impairs : registres.	1963 - 1979
1153W251*		25/03/1963 - 05/11/1963
1153W252*		01/06/1970 - 23/04/1971
1153W253*		25/04/1971 - 19/02/1972
1153W254*		21/02/1972 - 28/11/1972
1153W255*		25/11/1972 - 05/10/1973
1153W256*		07/10/1973 - 27/07/1974
1153W257*		27/07/1974 - 25/06/1975
1153W258*		27/06/1975 - 11/06/1976
1153W259*		11/06/1976 - 11/05/1977
1153W260*		13/05/1977 - 11/04/1979
1153W261*		13/04/1978 - 25/03/1979
1153W262-270	Main-courante voie publique, jours pairs : registres.	1962 - 1979

1153W262*		14/11/1962 - 26/06/1963
1153W263*		22/01/1970 - 24/11/1971
1153W264*		24/09/1972 - 14/07/1973
1153W265*		16/07/1973 - 22/05/1974
1153W266*		12/04/1975 - 20/02/1976
1153W267*		22/02/1976 - 30/01/1977
1153W268*		04/02/1977 - 18/12/1977
1153W269*		20/12/1977 - 12/11/1978
1153W270*		14/11/1978 - 30/10/1979
1153W271-275	Main-courante circulation : registres.	1977 - 1980
1153W271*		14/03/1977 - 03/08/1977
1153W272*		04/08/1977 - 26/02/1978
1153W273*		27/02/1978 - 20/10/1978
1153W274*		24/10/1978 - 17/06/1979
1153W275*		18/06/1979 - 23/02/1980
1153W276-278	Main-courante BMU (Brigade Motorisée Urbaine) : registres.	1978-1979
1153W276*		08/07/1978 - 16/12/1978
1153W277*		17/12/1978 - 08/05/1979
1153W278*		09/05/1979 - 19/10/1979
1153W279*	Main-courante BVV (Brigade de Va et Vient) : registres.	01/03/1977 - 21/12/1977
1153W280*	Main-courante SOS : registres.	04/04/1979 - 31/12/1979
	POLICE ADMINISTRATIVE	
1153W281-283	Passeports et visas d'arrivée.	
1153W281*	Demandes de passeport, attestations d'autorisation de sortie du territoire pour les mineurs, autorisations de voyage en Algérie : registres.	1961
1153W282*	Enregistrement des visas d'arrivées et de départ délivrés aux étrangers : registres.	16/10/1948 - 31/03/1965
1153W283*	Enregistrement des visas d'arrivées délivrés aux étrangers : registres.	20/05/1970 - 13/07/1977
1153W284-285	Objets trouvés et perdus : registres.	
1153W284*		16/06/1943 - 15/11/1943
1153W285*		15/11/1943 - 25/03/1944
	POLICE JUDICIAIRE	
1153W286	Registre alphabétique.	1940 - 1960
1153W287-290	Photographies des dossiers d'enquêtes judiciaires.	1962-1979
	1153W287	1962-1964
	1153W288	1967
	1153W289	Août 1979
	1153W290	Décembre 1979
1153W291-295	Personnes conduites au poste pour vérification : registres.	1968-1980
1153W291*		17/02/1968 - 16/06/1969
1153W292*		02/12/1973 - 14/05/1974

1153W293*		24/05/1977 - 05/09/1977
1153W294*		25/10/1978 - 23/01/1979
1153W295*		06/05/1980 - 30/07/1980
1153W296-297	Personnes surveillées, recherchées ou écrouées : registres.	1929-1946
1153W296*		04/03/1929 - 25/06/1952
1153W297*		21/01/1939 - 09/03/1946
1153W298-303	Gardes à vue, vérifications, geôles : registres.	1959-1979
1153W298*		03/03/1959 - 23/12/1959
1153W299*		14/05/1967 - 01/07/1968
1153W300*		04/03/1978 - 25/05/1978
1153W301*		17/11/1979 - 12/02/1980
1153W302*		12/12/1959 - 28/07/1966
1153W303*		20/02/1979 - 19/05/1979
1153W304-305	Procès-verbaux : registres.	1932-1940
1153W304*		19/05/1932 - 29/02/1936
1153W305*		17/08/1938 - 02/03/1940
1153W306-307	Décisions du tribunal : registres.	1961-1966
1153W306*		01/12/1961 - 24/08/1962
1153W307*		01/12/1965 - 31/12/1966
1153W308*	Mandats d'arrêt : registres.	12/08/1936 - 02/10/1959